



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Hauts-de-France

**Décision de la mission régionale d'autorité environnementale
Hauts-de-France après examen au cas par cas
sur la modification du schéma d'aménagement et de gestion des eaux
Somme aval et Cours d'eau côtiers (60, 62 et 80)**

n°MRAe 022178/KK PP

Décision après examen au cas par cas

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Hauts-de-France, qui en a délibéré collégalement, le 6 octobre 2026, en présence d'Isabelle Bachelier-Vella, Gilles Croquette, Philippe Druon, Hélène Foucher, Guy Hascoët, Sarah Pischiutta, Martine Ramel et Hervé Schmitt ;

Vu la directive n°2001/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'environnement, notamment les articles L. 122-4, R122-17 et R.122-18 ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret n°2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu le décret n°2022-1025 du 20 juillet 2022 substituant la dénomination « Inspection générale de l'environnement et du développement durable » à la dénomination « Conseil général de l'environnement et du développement durable » ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 30 août 2022 portant organisation et règlement intérieur de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels des 5 juillet 2024, 21 janvier 2025, 22 août 2025, 16 mars 2026, 12 mai 2026 et 1^{er} juillet 2026 portant cessation de fonction et nomination de membres de missions régionales d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu l'arrêté de la ministre de la transition écologique du 8 juillet 2026 portant désignation de présidents de missions régionales d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu le règlement intérieur de la MRAe adopté le 8 septembre 2020, et notamment son article 6 ;

Vu la demande d'examen au cas par cas (y compris ses annexes), déposée complète le 7 août 2026 par le Syndicat Mixte AMEVA, relative à la modification du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Somme aval et Cours d'eau côtiers (60, 62 et 80) ;

Vu la consultation de l'agence régionale de santé Hauts-de-France du 20 août 2026 ;

Considérant que la modification du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Somme aval et Cours d'eaux côtiers vise à mettre le document en compatibilité avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Artois-Picardie 2022-2027 concernant la protection des zones humides. La modification concerne notamment :

- la mise à jour de la cartographie des zones humides pré-localisées consécutivement à de nouvelles caractérisations et la modification des annexes des cartes du règlement en conséquence ;
- le classement des zones humides selon trois catégories :

- catégorie 1 : « zones dont la qualité sur le plan fonctionnel est irremplaçable et pour lesquelles des actions particulières de préservation ou de protection doivent être menées » ;
- catégorie 2 : « zones où des actions de restauration/réhabilitation sont nécessaires » ;
- catégorie 3 : « zones dont la fonctionnalité et la préservation sont liées au maintien et au développement d'une agriculture viable et économiquement intégrée dans les territoires » ;
- les dispositions n°70 (délimiter les zones humides et caractériser leurs fonctionnalités), 71 (identifier et prioriser les actions à mener sur les zones humides), 72 (poursuivre, voire améliorer la gestion des zones humides), 73 (identifier et protéger les zones humides par leur intégration dans les documents d'urbanisme) et 74 (orienter les secteurs de reconquête des zones humides selon leur fonctionnalité pour les opérations de compensation) du plan d'aménagement et de gestion durable (PAGD) ;
- les articles 3 (protéger les zones humides) et 4 (compenser la destruction des zones humides au sein d'un même bassin versant) du règlement du SAGE ;
- l'annexe du règlement sur la méthodologie de délimitation des zones humides ;
- les cartes 8 (zones humides où des actions de restauration/réhabilitation sont nécessaires), 9 (zones humides pour lesquelles des actions particulières de préservation doivent être menées) et 10 (zones humides permettant le maintien et le développement de l'agriculture) ;
- la suppression des cartes 11 et 12 car les informations associées à ces cartes sont reprises respectivement dans les cartes 9 et 10 actualisées ;

Décide

Article 1^{er}

En application des dispositions du Code de l'environnement et sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, la modification du schéma d'aménagement et de gestion des eaux Somme aval et Cours d'eau côtiers présentée par le syndicat mixte AMEVA n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le schéma modifié présenté peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce schéma, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du schéma est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale.

Fait à Lille, le 6 octobre 2026,

Pour la Mission régionale d'autorité
environnementale Hauts-de-France
Son Président



Hervé SCHMITT